

*Journées Nationales - Guadeloupe 1991*

# Le système éducatif en Guadeloupe

L. Ogier  
Lycée Polyvalent - Baimbridge

*Les journées de l'A.P.M.E.P. auront lieu en Guadeloupe au mois d'Avril 1991. Chacun connaît, sans doute la situation géographique et historique de ce département français d'outre-mer. Les congressistes en découvriront les charmes. Il nous a paru nécessaire de faire le point sur l'état du système éducatif dans cette région et de nous intéresser, en particulier, au problème de l'enseignement des mathématiques.*

## Quelques rappels sont nécessaires

La Guadeloupe est un département français d'outre-mer depuis 1946. Certaines lois ne s'y appliquent pas de la même manière que sur le territoire métropolitain, mais l'organisation scolaire y est identique.

Cependant, du fait du passé colonial et des lenteurs administratives, des retards considérables ont été pris, surtout en ce qui concerne les infrastructures. Il faut savoir, par exemple, que l'enseignement pré-élémentaire ne s'est développé qu'à partir de 1970.

Il convient aussi de préciser que le département de la Guadeloupe n'est pas une île, mais un archipel :

- La Guadeloupe "Continental" (Grande Terre et Basse Terre)
- Les îles proches (Marie Galante, les Saintes, La Désirade)
- Les îles du Nord (Saint Martin, Saint Barthélémy).

Dans le premier degré, 10% des élèves sont scolarisés dans les îles. Notons enfin que la Guadeloupe fait partie de l'Académie Antilles-Guyane

(Guadeloupe, Martinique, Guyane), dont le rectorat est implanté à Fort de France.



## Effectifs scolaires

La population de la Guadeloupe est d'environ 330 000 habitants (recensement de 1982 ; il est possible que ce nombre soit supérieur en 1990).

Le nombre d'enfants scolarisés approche les 110 000 (88-89). Les effectifs du premier degré sont de 59 000 élèves dont un peu plus de 19 000 dans le pré-élémentaire. Il ne faudrait pas en conclure trop vite à une reprise de la croissance démographique ; dans l'enseignement maternel, les retards, par rapport à la métropole étant tels, qu'ils ne sont pas encore comblés (81% des 3 ans scolarisés contre 96%).

Près de 33 000 élèves sont inscrits dans les collèges (plus de 93% d'entre eux dans l'enseignement public). Ils sont répartis dans 50 établissements, chaque commune (34) dispose d'au moins un collège, y compris dans les "îles". Les grands centres : Pointe à Pitre, Abymes, Basse Terre, attirent un grand nombre d'élèves. Là, également, du fait de la baisse du taux de natalité dans les années 70, les effectifs diminuent (- 7% en 2 ans). Ce mouvement va se poursuivre dans les années à venir.

Les effectifs des lycées professionnels sont de 10 000 élèves répartis dans 18 établissements. D'autre part, 9 000 élèves fréquentent les lycées

polyvalents et techniques. Dans l'enseignement public (5 établissements dont un n'accueillait en 1989 que des élèves de seconde), il y a 7 700 inscrits. Il n'existe pas de lycées dans les "îles" à l'exception, depuis cette année, de deux classes de seconde à Marie Galante, rattachées administrativement au lycée de Pointe à Pitre.

Contrairement à l'élémentaire et au premier cycle, les effectifs des lycées sont en augmentation sensible (+ 12% en un an) ; il est vrai que le taux de passage troisième-seconde, était très faible jusqu'à ces dernières années.

L'Université Antilles-Guyane se développe régulièrement :

- une UFR Droit en Martinique et en Guadeloupe
- l'UFR Lettres en Martinique
- l'UFR Sciences en Guadeloupe.

Les effectifs de cette dernière sont de 650 étudiants. Chaque année, plusieurs candidats sont admis au CAPES de Mathématiques.

## Analyse des résultats

L'évolution de la situation est semblable à celle de la métropole où la poussée des effectifs en lycée est également manifeste.

Pour mieux cerner les différences, il faut comparer les résultats scolaires de la Guadeloupe et de la métropole (comparaison discutable dans la mesure où les résultats varient selon les régions, mais elle aura une valeur indicative).

En 1960, le nombre de bacheliers Guadeloupéens était de 189; en 1988, il a atteint 1 690. **On est passé de 2 à 3% d'une classe d'âge à près de 20%.** Malgré les progrès, on est encore loin du taux moyen de la métropole (40%) et même assez loin du taux de réussite dans les académies "les moins performantes". Que dire de l'objectif de 80% ? Sinon que, de toutes façons, il ne sera pas atteint dans les mêmes délais qu'en métropole.

La différence est encore plus nette lorsqu'on prend en compte le nombre de bacheliers scientifiques. Entre 1972 et 1987, celui-ci n'a pratiquement pas évolué (environ 300 candidats, un peu plus de 200 lauréats). On peut estimer que, sur une classe d'âge, on forme en Guadeloupe quatre fois moins de bacheliers scientifiques qu'en métropole.

L'augmentation du nombre de bacheliers correspond, pour l'essentiel, à une poussée de la série G, dont les effectifs en terminale sont passés de 173 en 1972 à 1 093 en 1987. Actuellement, près d'un candidat au baccalauréat sur deux, est inscrit dans cette série (20% en métropole).

Une légère augmentation des effectifs en Première S laisse espérer une amélioration de la situation dans les années à venir, mais il est encore un peu tôt pour en juger.

### Les causes de l'échec

Si l'on arrive à un tel déficit au moment du baccalauréat, c'est qu'à tous les niveaux, on constate un certain retard :

- au cours préparatoire : 16,5% de redoublants en Guadeloupe, contre 10% en métropole.
- au CM2, 45,5% d'élèves d'âge théorique normal contre 65%.
- le taux de passage troisième-seconde est de 38% contre 58% (et encore, il vient de subir une sérieuse augmentation dans les deux dernières années).
- 68% de réussite au baccalauréat contre 74% (là aussi, progression récente).

Les optimistes font observer que les différences ont tendance à s'atténuer. Il est vrai qu'en 1946, au moment de la départementalisation, les retards étaient considérables. Pour améliorer la situation, certains efforts ont été faits, ils sont encore insuffisants.



Si aujourd'hui, du fait de la baisse de la natalité, mais aussi de l'émigration vers la métropole, la situation s'est améliorée, dans l'enseignement primaire et dans les collèges, la Guadeloupe est manifestement sous-équipée en matière de lycées (la cité scolaire de Baimbridge à Pointe à Pitre-Abymes construite pour 4000 élèves en reçoit actuellement près de 7 000). Malgré l'ouverture récente d'un lycée à Petit Bourg, la rentrée 1990 a été difficile.

Les raisons de l'échec ne sont pas dues uniquement à l'insuffisance des capacités d'accueil. On a voulu calquer en Guadeloupe le modèle scolaire de la métropole, sans tenir compte des différences socio-culturelles.

Par exemple, l'importance de la langue créole n'a jamais été prise en compte. Il est vrai qu'il s'agit d'un problème difficile. Cette langue, née de la rencontre des esclaves africains et de leurs maîtres européens, est la langue maternelle de très nombreux enfants, particulièrement de ceux dont le milieu social n'est pas le plus favorisé. Le créole n'a pas de tradition écrite et, à quelques expériences près, l'école a ignoré ce problème. Ceci peut expliquer, en partie, les plus mauvais résultats des élèves venant des communes rurales.

De plus, il n'y a que quelques années qu'on été prises en compte, dans l'enseignement primaire, les particularités physiques, historiques et géographiques des départements d'outre-mer.

On peut enfin se demander si, lors des différentes réformes du système éducatif français, des modalités d'application différentes ne devraient pas être envisagées pour ces régions.

## **Les mathématiques**

La situation de l'enseignement des mathématiques n'est pas bonne. Certes les élèves qui partent poursuivre leurs études en métropole (classes préparatoires, IUT, médecine, pharmacie, etc ...) le font dans des conditions satisfaisantes. Mais leur nombre est notoirement insuffisant.

Les difficultés, en mathématiques, se manifestent dès l'enseignement primaire, (on peut sans doute les mettre en parallèle avec celles observées en français). Les lacunes s'accumulent d'année en année, et le niveau est tel, à l'entrée en seconde, que beaucoup d'élèves considèrent cela, le plus souvent, comme une fatalité.

Malgré les efforts fournis aussi bien par l'inspection régionale que par l'I.R.E.M. Antilles-Guyane, la tendance n'a pas été inversée dans les dernières années. Il serait souhaitable que les pouvoirs publics s'intéressent sérieusement à ce problème, en donnant des moyens pour une recherche approfondie et, peut-être aussi, en favorisant le rattrapage.

## Conclusion

L'enjeu est d'importance pour la Guadeloupe, mais aussi pour les autres territoires et département d'outre-mer.

L'avenir des jeunes de ces régions est lié à la qualité de leur formation. Certains d'entre eux partiront pour l'Europe (un antillais sur deux réside en métropole), il leur est indispensable d'atteindre un niveau au moins égal à celui de leurs camarades métropolitains.

Pour ceux, les plus nombreux, qui resteront au pays, il est souhaitable qu'ils puissent occuper, les plus possible, les postes de responsabilité qui peuvent leur être proposés.

Pour son développement, la Guadeloupe a besoin de cadres scientifiques et techniques.

Les moyens mis par l'Etat, à la disposition de la Guadeloupe en matière d'encadrement pédagogique sont insuffisants. L'administration centrale doit donner à ce département la possibilité de corriger des inégalités dues, pour l'essentiel, à l'histoire.

Mais tout ne peut venir de l'Etat et les institutions locales (conseil régional, conseil général) doivent considérer le problème de l'éducation comme une priorité. Cela ne semble pas être le cas, et les motifs d'inquiétude sont nombreux. S'il est vrai que le passage du cyclone Hugo, a été une catastrophe, tous les retards actuels ne peuvent lui être imputés.